



# L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE DANS LE GRAND REIMS

L'Économie Sociale et Solidaire (ESS) constitue un modèle économique alternatif, qui repose sur un fonctionnement collectif et une gouvernance démocratique et qui place l'humain au centre de son fonctionnement, plutôt que le profit.

L'ESS constitue de fait un secteur tiers, entre les secteurs économiques historiques que sont le privé et le public. Encadrée par la loi depuis le 31 juillet 2014, l'ESS s'est popularisée au cours des dernières années, s'inscrivant dans un souci croissant de développement durable. Plus d'un salarié sur dix est actuellement employé par une structure relevant de l'ESS en France, lesquelles génèrent 10% du PIB national.

Afin de soutenir la mise en place d'une dynamique collective au sein du Grand Reims, cette publication propose une lecture structurée des différents acteurs locaux (qui sont-ils ? combien sont-ils ?) ainsi qu'une approche des spécificités du territoire, au regard des résultats obtenus au sein des autres métropoles intermédiaires françaises.



# QUELLE STRUCTURATION DE L'ESS DANS LE GRAND REIMS ?

Les quatre grandes familles historiques de l'économie sociale et solidaire regroupent plus de 4 500 établissements dans le Grand Reims en 2021, dont 1 100 emploient des salariés.

La très grande majorité de ces établissements sont des associations (4 227), le nombre de coopératives et de mutuelles s'établissant respectivement à 228 et 54. Enfin, 8 fondations sont domiciliées au sein de la Communauté Urbaine.

L'ensemble de ces structures emploient plus de 14 300 salariés, dont 71% pour les associations, 21% pour les coopératives, 7% pour les mutuelles et 1% pour les fondations.

Comparés aux dénombrements nationaux, ces résultats laissent apparaître un poids plus important de l'ESS dans le Grand Reims (12% de l'ensemble de l'emploi salarié du territoire) que sur le reste du territoire national (10,5%, source ESS France).

Ceci s'explique notamment par la forte présence des coopératives, lesquelles regroupent à elles seules 2,6% des emplois salariés de la communauté urbaine, soit le double de la moyenne nationale

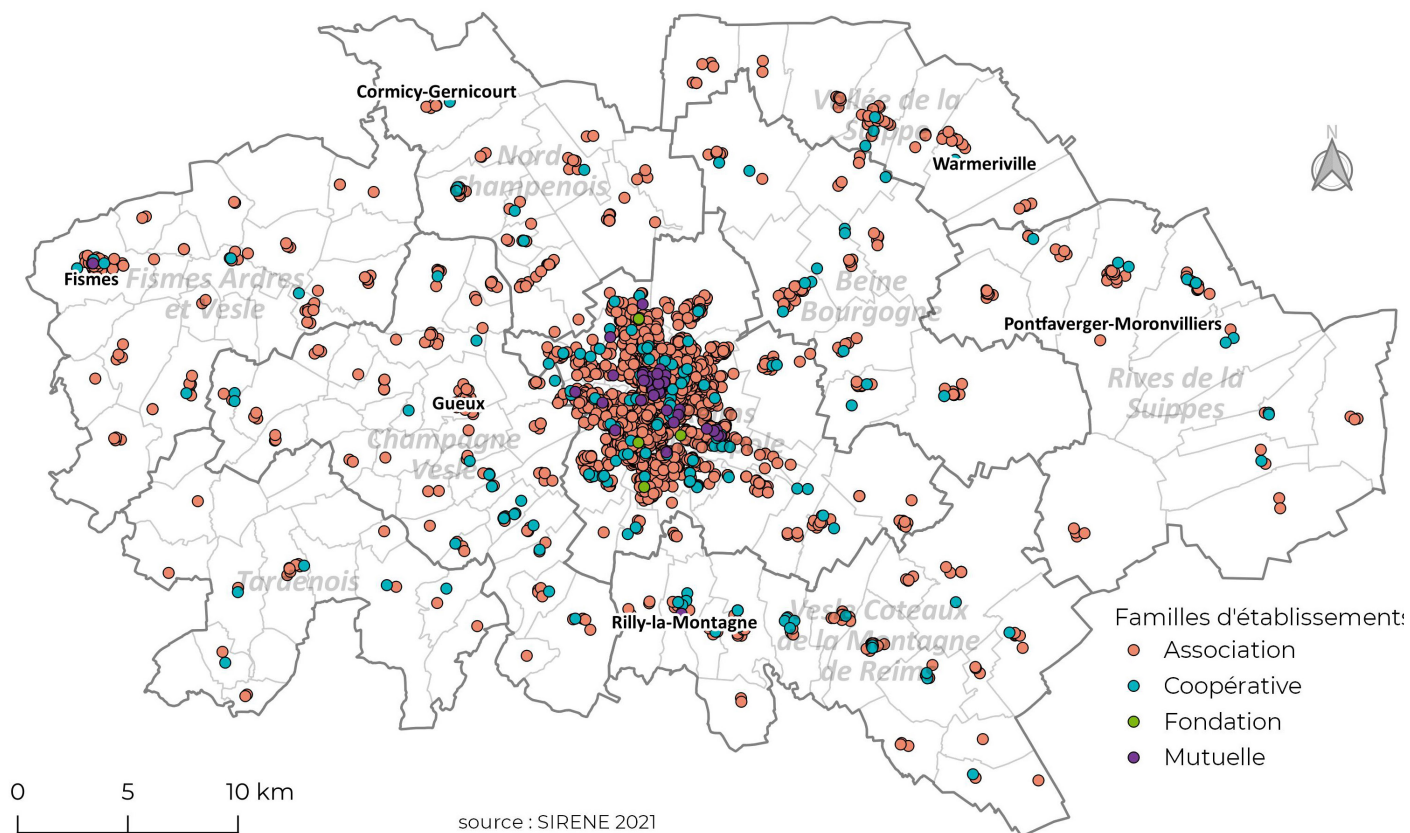
Les 4 grandes familles historiques de l'Économie Sociale et Solidaire dans le Grand Reims\*



Source INSEE – Fichier SIRENE 2021 – Estimations et traitements AUDRR

\*sont comptabilisés les établissements domiciliés dans le Grand Reims et appartenant à une entreprise relevant de l'ESS selon la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014. A contrario, ne sont pas comptabilisés les établissements agissant dans le domaine de l'ESS mais dont l'entreprise n'appartient pas au champ de l'ESS, ainsi que les structures intervenant dans le Grand Reims mais n'y étant pas domiciliées.

## L'économie sociale et solidaire

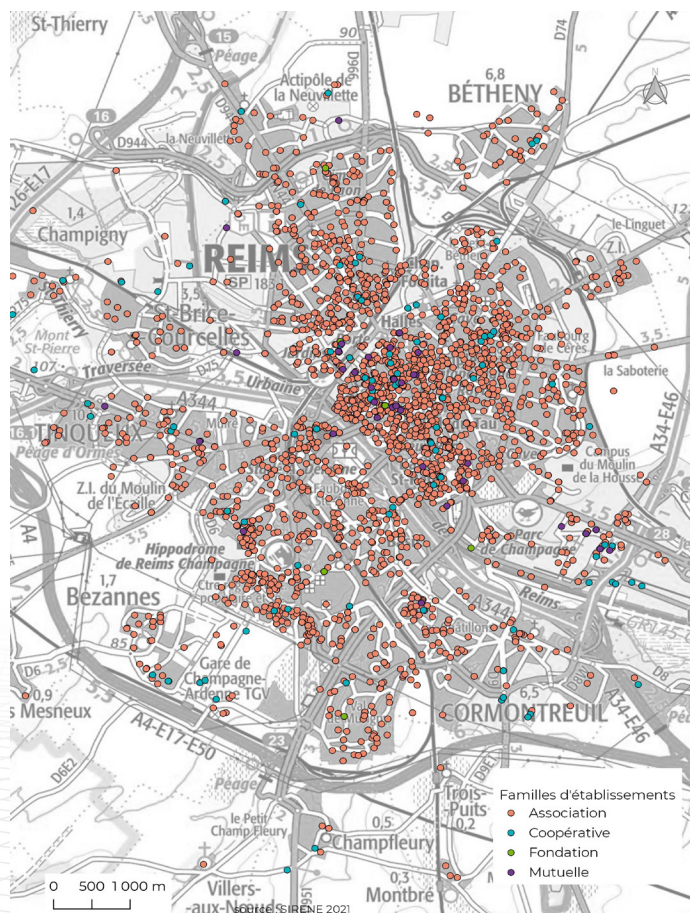


A l'instar de l'ensemble de l'activité économique, Reims concentre la très grande majorité des établissements relevant de l'économie sociale et solidaire, 70% d'entre eux pour être précis.

En matière d'emplois, la concentration géographique apparaît encore plus prononcée (74%).

Au sein de la ville centre, les structures de l'économie sociale et solidaire s'avèrent toutefois plus dispersées que dans les autres secteurs d'activité : de fait, en sus du centre-ville, le quartier Hinckmar apparaît également comme bien pourvu au niveau de l'ESS, ainsi que, dans une moindre mesure toutefois, les quartiers de Croix Rouge, Jamin, Mont d'Arène et le pôle de Farman.

### Zoom sur Reims



# LES ASSOCIATIONS

La grande majorité des associations sont affiliées à une ou plusieurs fédérations, elles-mêmes regroupées au sein d'une ou plusieurs familles dont le mouvement associatif est le représentant. Les principales familles sont la jeunesse l'éducation populaire, le sport, le rural, le soutien au bénévolat, l'environnement, les personnes âgées, la vie des familles, le tourisme, le sanitaire et médico-social, les services civiques, ou les scouts. Par ailleurs, le poids des associations dans l'activité s'avère particulièrement important pour plusieurs secteurs. Ainsi plus d'un établissement sur deux intervenant

dans l'action sociale, hors hébergement, est une association relevant de l'ESS, cette part grimpe à 66% en ce qui concerne les salariés. De même, les associations emploient 55% des salariés travaillant dans le domaine de l'hébergement médicosocial et social et 40% de ceux exerçant dans le domaine des activités sportives, récréatives et de loisirs. Le secteur des arts, du divertissement et des musées fait également la part belle aux associations de l'ESS (43% des structures et 27% des effectifs salariés), tout comme celui de l'enseignement, et notamment de la formation continue.

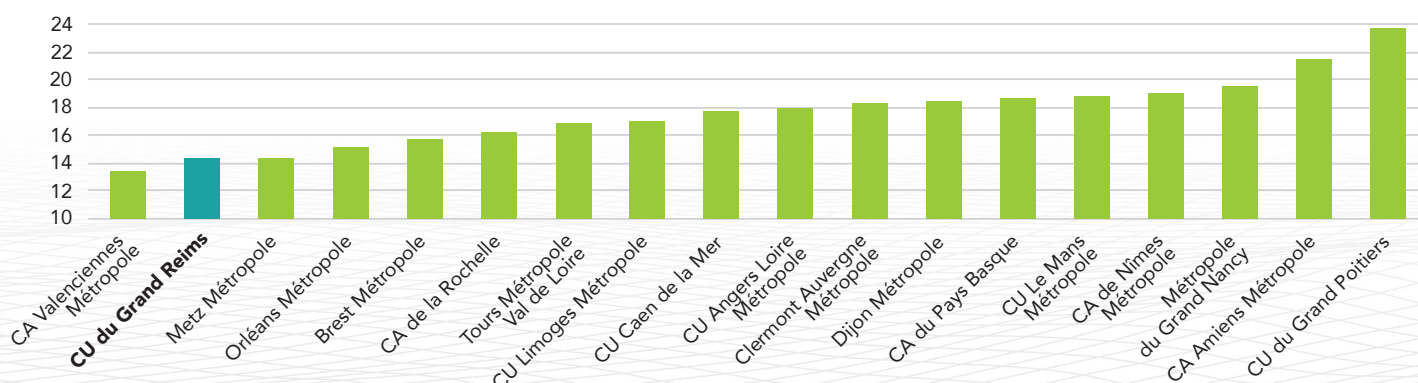
## Principaux secteurs d'activité des associations

	Nombre d'établissements	% d'établissements du Grand Reims	Nombre de salariés	% de salariés du Grand Reims
<b>Activités sportives, récréatives et de loisirs</b>	752	66%	324	40%
<i>Dont Activités de clubs de sports</i>	663	99%	295	77%
<b>Action sociale sans hébergement</b>	266	53%	3 267	66%
<i>Dont Accueil de jeunes enfants</i>	42	30%	489	53%
<i>Dont Action sociale sans hébergement</i>	160	66%	959	52%
<i>Dont Aide à domicile</i>	35	43%	749	75%
<i>Dont Aide par le travail</i>	10	77%	1 020	97%
<b>Arts, divertissement et musées</b>	496	43%	185	27%
<i>Dont Arts du spectacle vivant</i>	388	75%	144	45%
<b>Enseignement</b>	202	16%	2 021	16%
<i>Dont Formation continue d'adultes</i>	388	75%	144	45%
<b>Hébergement médico-social et social</b>	63	68%	1 899	55%
<i>Dont Hébergements médicalisés</i>	18	51%	855	39%
<i>Dont Hébergements sociaux</i>	47	82%	1 119	87%
<b>Mise à disposition de ressources humaines pour les entreprises</b>	46	35%	171	48%

Par ailleurs, avec 14,3 associations pour 1000 habitants, le Grand Reims se situe au-dessus de la moyenne régionale (12,8). Cependant, la comparaison avec les autres métropoles de taille intermédiaire laisse apparaître un potentiel déficit en la matière. La communauté urbaine se classe ainsi, avec Metz Métropole, en avant dernière position, bien loin de la CU du Grand Poitiers, de la CA Amiens Métropole mais également

de la Métropole du Grand Nancy. Ce constat diffère toutefois selon l'activité des associations : si le Grand Reims semble présenter un déficit en matière d'associations oeuvrant dans l'enseignement (0,7 association pour 1000 habitants contre 1 dans le Grand Est), ce n'est pas le cas en ce qui concerne les activités créatives, artistiques et de spectacle (1,6 association pour 1000 habitants dans le Grand Reims contre 1,1 dans la région)

## Nombre d'associations pour 1000 habitants dans les 18 métropoles intermédiaires



Source INSEE – Fichier SIRENE 2021 et RGE 2018 – Estimations et traitements AUDRR



## Fédérations sportives comptant plus de 1 000 licences dans le Grand Reims en 2018

En 2018, les associations sportives du Grand Reims comptaient plus de 56 500 licences, dont les trois quarts dépendaient de 15 fédérations.

Principale discipline, le football compte près de 7.400 pratiquants au sein de la communauté urbaine, devançant nettement le tennis avec ses 4 300 licences. L'équitation, le judo-jujitsu et le golf concernent également plus de 2 000 licenciés chacun. Viennent ensuite le basketball, l'athlétisme, le handball, la natation et le tir.

En complément, l'union sportive de l'enseignement du premier degré, l'union nationale du sport scolaire et la fédération française du sport universitaire permettent à près de 2 300 élèves du primaire, plus de 7 100 collégiens et lycéens et près de 1 300 étudiants de pratiquer une activité sportive dans le cadre scolaire.

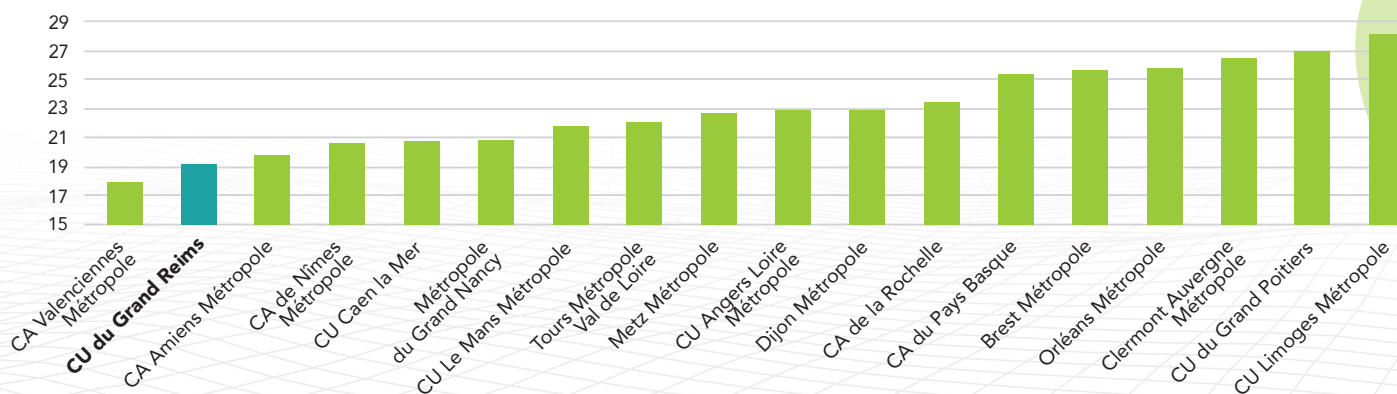
Enfin, la fédération française Sports pour tous (3 650 licences) et l'union française des oeuvres laïques d'éducation physique (2 200 licences) participent activement à la pratique sportive sur le territoire.

Cependant, comparé aux autres métropoles intermédiaires, le Grand Reims apparaît comme un territoire moins sportif, le nombre de licences pour 100 habitants s'établissant à 19,1 en 2018, contre 28 pour la communauté urbaine de Limoges, 26,9 pour le Grand Poitiers ou 26,3 pour Clermont Auvergne Métropole.

Le Grand Reims occupe ainsi l'avant dernier rang pour cet indicateur, devançant toutefois Valenciennes Métropole (17,8).

Fédération	Nombre de licences en 2018
Fédération Française de Football	7 363
Union nationale du sport scolaire	7 102
Fédération Française de Tennis	4 298
Fédération Française Sport pour Tous	3 653
Fédération Française d'Équitation	2 787
Fédération Française de judo, jujitsu kendo et disciplines associées	2 331
Fédération Française de Golf	2 315
Union sportive de l'enseignement du 1 <sup>er</sup> degré	2 279
Union française des oeuvres laïques d'éducation physique	2 199
Fédération Française de Basket-ball	1 908
Fédération Française d'athlétisme	1 837
Fédération Française de Handball	1 295
Fédération Française du sport universitaire	1 278
Fédération Française de Natation	1 066
Fédération Française de tir	1 056

## Nombre de licences sportives pour 100 habitants dans les 18 métropoles intermédiaires



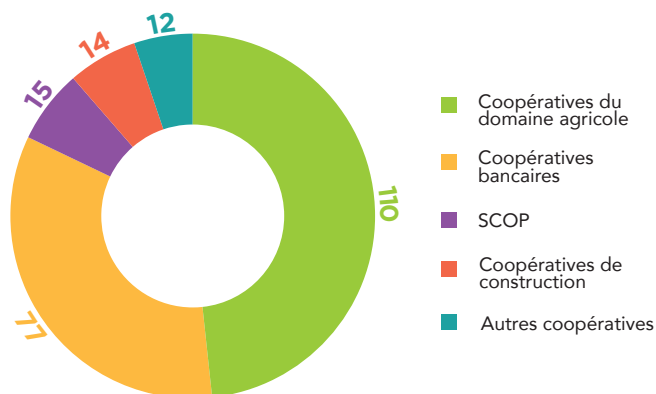
Source INJEP & INSEE RGE 2018 – Traitements AUDRR

# LES COOPÉRATIVES

Avec 228 coopératives, le Grand Reims s'octroie le 2ème rang parmi les 18 métropoles intermédiaires françaises, derrière la CA du Pays Basque (261)

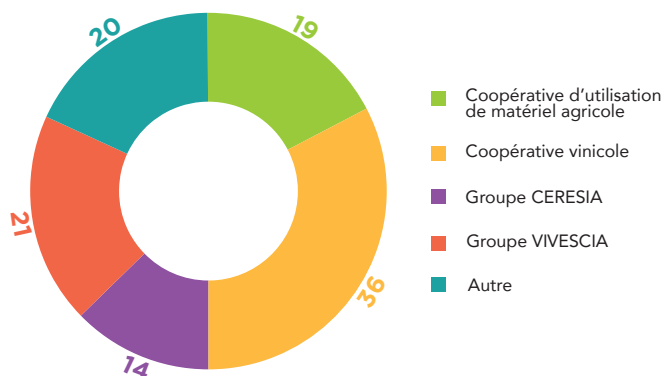
Ce résultat s'explique notamment par la forte implantation de coopératives agricoles (110, soit 48% de l'ensemble des coopératives de la communauté urbaine). La part des coopératives agricoles s'avère ainsi la plus élevée de l'ensemble des 18 métropoles intermédiaires, devant la CA de Nîmes Métropole (45%) et la CA du Pays Basque (41%). A contrario, le poids des coopératives bancaires est relativement faible dans le Grand Reims (34% de l'ensemble des coopératives) au regard des résultats constatés sur les autres métropoles. Ainsi, des agglomérations comme celles de Tours Métropole Val de Loire, Le Mans Métropole ou Orléans Métropole présentent une part de coopératives bancaires de 70%.

## Répartition des coopératives du Grand Reims

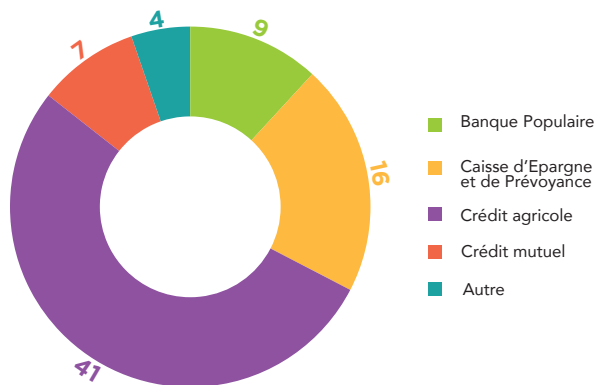


Source INSEE – Fichier SIRENE 2021 – Traitements AUDRR

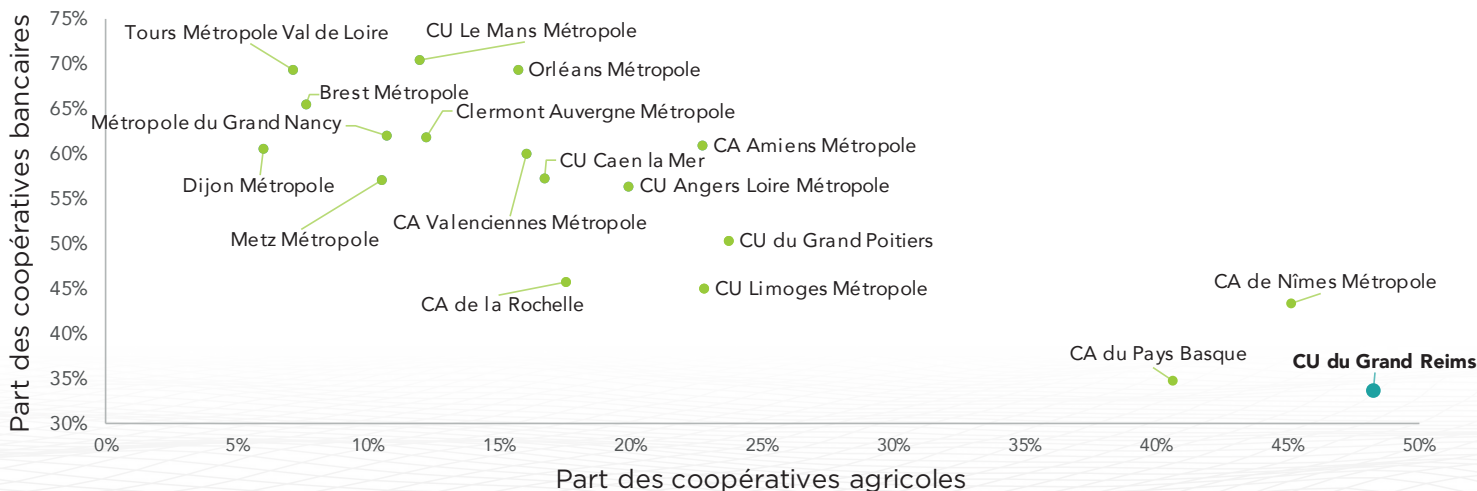
## Zoom sur les coopératives agricoles du Grand Reims



## Zoom sur les coopératives bancaires du Grand Reims



## Part des coopératives agricoles et bancaires au sein des 18 métropoles intermédiaires



Source INSEE – Fichier SIRENE 2021 – Traitements AUDRR





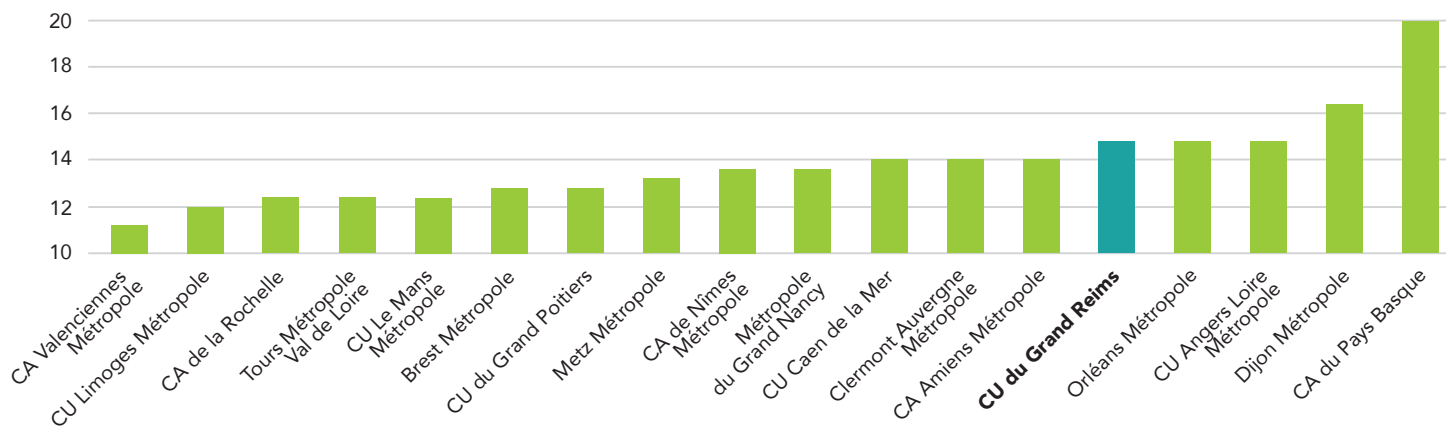
# ZOOM SUR LES ENTREPRISES SOLIDAIRES OU D'UTILITÉ SOCIALE

La loi du 31 juillet 2014 inclut dans le périmètre de l'économie sociale et solidaire les entreprises qui poursuivent une finalité sociale à travers leur activité marchande ou qui respectent les principes de l'ESS dans leurs statuts. Dans le Grand Reims, l'INSEE en dénombre une douzaine. On y retrouve des entreprises permettant l'accès à l'emploi de travailleurs handicapés, comme Humando ou le restaurant l'Extra, ainsi que des entreprises appartenant à ses salariés, comme CH4Process. Ce nombre d'entreprises apparaît comme très proche

des résultats obtenus sur les autres métropoles françaises de taille intermédiaire, même si Valenciennes Métropole (3 entreprises) et la communauté d'agglomération du Pays Basque (32 entreprises) se démarquent très nettement.

A noter que les structures d'insertion par l'activité économique conventionnées dans le Grand Reims sont toutes de forme associative selon la Préfecture de la Région Grand Est.

## Nombre d'entreprises relevant de l'ESS dans les 18 métropoles intermédiaires



## EN RÉSUMÉ

Au-delà de son rôle d'animation sociale, l'économie sociale et solidaire est un secteur qui pèse lourdement dans l'emploi du Grand Reims, avec 12% des salariés, soit un point et demi de plus que la moyenne nationale. Les associations, qui font vivre plus de 10 000 salariés dans la Communauté Urbaine, jouent ainsi un rôle prépondérant sur des secteurs tels que l'action sociale (deux tiers des salariés du secteur), l'hébergement social (55%) ou encore les activités sportives, de spectacle et de loisirs (40%). De même, les coopératives sont fortement implantées sur le territoire et emploient 2,6% des salariés du territoire, soit le double du résultat obtenu sur l'ensemble du pays. Les comparaisons effectuées avec les autres métropoles intermédiaires françaises laissent toutefois entrevoir un potentiel de développement important en ce qui concerne le pôle mutualiste, mais également au niveau associatif.

Président de l'AUDRR  
Cédric CHEVALIER

Directeur de publication  
Christian DUPONT

Rédaction  
Jérôme BOUE

Conception graphique  
Mélanie TERRISSE / Léa ROUSSEAU

AGENCE  
D'URBANISME  
Région de Reims  
DÉVELOPPEMENT & PROSPECTIVE  
[www.audrr.fr](http://www.audrr.fr)